

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATAHITA 22. — N° 17.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana pae 25 eperera 1873.

PRIXE DE L'ABONNEMENT (toute l'année):

Un an 48 fr.
Six mois 24 fr.
Trois mois 12 fr.

Un an 50 courans.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

EXPERIENCE DE GOUVERNEMENT.

PRIXE DES ANNONCES (en francs):

Les 20 premières 50 fr. tasse
Au dessus de 20 lignes 25 fr.
Les 20 premières et suivantes se paient au moins du prix de la première insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté : portant création à Papeete de l'entrepôt réel et de l'entrepôt fictif ; — rapportant l'arrêté du 29 mars 1869, et ce concernant l'ordre passé par le commandant de la marine, ordonnant l'interdiction d'entreposer à l'entrepôt réel et à l'entrepôt fictif — devant une engeute de commerce et recommandé pour l'établissement d'une usine à égrenaer le coton. — Prise de fonction. — PARTIE NON OFFICIELLE. — Bulletin télégraphique. — Nouvelles et faits divers. — Physique et politique. — Commerce et industrie. — Annonces hydrographiques. — Movements de port. — Arrêtés.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vous nous arrêtés en date des 28 décembre 1871 et 21 janvier 1872 portant établissement d'un droit d'octroi de mer dans les Etats du Protectorat français en Océanie :

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÈTONS :

Art. 1^e. Il est créé à Papeete (Tahiti), deux sorties d'entrepôts : l'entrepôt réel et l'entrepôt fictif.

Art. 2. L'entrepôt réel appartient à la colonie. Les marchandises qui seront reconnaissables à leur sortie par suite de leur séjour à l'entrepôt ou de leur mauvais état au moment de leur introduction, n'auront aucun droit à indemnité, l'administration n'étant pas responsable des pertes ou avances qui peuvent survenir pendant le dépôt.

L'entrepôt fictif consiste en un ou plusieurs locaux où chaque négociant peut, à ses risques et périls et avec l'autorisation de l'administration, garder des marchandises n'ayant pas encore acquitté le droit d'octroi de mer. Ce droit ne sera pas exigible pendant le séjour des marchandises en entrepôt ; il pourra s'être acquitté qu'à leur sortie.

Art. 3. Tous les mouvements de l'entrepôt réel seront consignés sur un registre ad hoc ouvert au bureau des contributions et dont chaque négociant aura un double en ce qui le concerne.

Les entrées et les sorties seront certifiées sur les deux registres, tant par la signature du négociant intéressé ou son représentant que par celle d'un agent du service des contributions.

L'entrepôt formera à deux clefs différentes, dont l'une gètera aux mains des agents du service des contributions et l'autre sera confiée à un délégué du commerce nommé par les patentés de 4^e classe et agréé par l'administration.

Tes marchandises admises à l'entrepôt réel supporteront, pour frais de garde et de conservation, les droits ci-après, savoir :

Un demi pour cent, ou valeur ;
Des taxes par tonneau d'encouvrement et par jour.

Art. 4. Les bâtiments affectés par le commerce aux entrepôts fictifs devront également fermer à deux clefs, dont une sera remise au service des contributions. Les marchandises y seront emmagasinées en présence d'un employé ou agent de l'administration. Il sera dressé un inventaire détaillé, dont une expédition restera déposée au bureau des contributions.

Les entrées et les sorties seront suivies sur ledit inventaire, et la mention de chacun des mouvements portera la signature du négociant propriétaire ou de son représentant, ainsi que celle de l'agent qui aura assisté à l'opération d'entrée ou de sortie.

Les marchandises entreposées dans ces conditions ne seront pas sujettes que des droits ad valorem ou des droits pour cent.

Art. 5. Aucun mouvement d'entrepôt ne pourra s'effectuer sans l'autorisation du chef du service des contributions.

Art. 6. Tout défi constaté dans les entrepôts fictifs, soit dans les quantités, soit dans le nombre des colis, donnera lieu à la perception des droits, sans préjudice des peines édictées par l'article 1^e de l'arrêté du 22 juillet 1872.

Art. 7. Les droits d'entrepôt seront acquittés de la même façon que ceux de l'octroi de mer.

Art. 8. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet à compter du 1^{er} mai prochain, sera publié au *Messager de Tahiti*, communiqué et enregistré partout ou besoin sera et inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 19 avril 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :
L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,
L. LE GUAY.

PAR LE PROCEDEUR (en francs) :

Les 20 premières 50 fr. tasse
Au dessus de 20 lignes 25 fr.
Les 20 premières et suivantes se paient au moins du prix de la première insertion.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'arrêté en date du 29 mars 1869 nommant provisoirement M. Van der Venne greffier près les tribunaux de Papeete et lui confiant en même temps les fonctions de notaire ;

Vu l'arrivée à Tahiti de M. Vincent, nommé greffier-notaire à Papeete par décret en date du 11 juillet 1872 ;

Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÈTONS :

Art. 1^e. Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Van der Venne l'arrêté procédé du 29 mars 1869.

Art. 2. L'ordonnateur et le procureur de la République, chef du service judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout ou besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 19 avril 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,
L. LE GUAY.

BOLZET.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vue l'arrête de l'ordonnateur en date du 1^{er} mai 1869, nommant provisoirement M. Van der Venne greffier près les tribunaux de Papeete et lui confiant en même temps les fonctions de notaire ;

Vu l'arrivée à Tahiti de M. Vincent, nommé greffier-notaire à Papeete par décret en date du 11 juillet 1872 ;

Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÈTONS :

Art. 1^e. Consentement est donné au sieur Lee Fook, n° 157, à l'effet de construire mariage.

Art. 2. Expédition de la présente décision sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout ou besoin sera, publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 18 avril 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Procureur de la République, chef du service judiciaire,
BOLZET.

Le commissaire-adjoint de la marine, Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

Vu la demande faite par M. L. Brander à l'effet d'être autorisé à installer une usine à égrenaer le coton sur sa propriété sis près de l'arsenal de Fare-Ute,

DÉCISE :

Une enquête de commerce et d'industrie est ouverte au secrétariat de l'ordonnateur pour recevoir les réclamations et observations auxquelles pourraient donner lieu l'établissement d'une usine à égrenaer le coton sur la propriété de M. L. Brander sis près de l'arsenal de Fare-Ute.

A cet effet, un registre sera mis à la disposition des parties intéressées.

Le délai de l'enquête, qui est fixé à quinze jours, partira du 26 avril à huit heures du matin au 15 mai suivant à la même heure, les dimanches étant exceptés.

La présente décision sera publiée, communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 22 avril 1873.

L. LE GUAY.

Par décision de M. l'ordonnateur en date du 24 avril courant, approuvée par M. le Commandant Commissaire de la République, M. Badin est appelé à diriger les détails des fonds et des substances, en remplacement de MM. Eggemann et Hillion, qui en étaient chargés.

PARTIE NON OFFICIELLE**BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE**

(Opérations entrantes du Consulat de San Francisco)

FRANCE.

Paris, 5 mars. — Le discours de M. Thiers à l'Assemblée a été accueilli avec satisfaction par tous les députés, excepté ceux appartenant aux partis extrêmes. L'Assemblée a voté tout l'article 1^{er} et une partie de l'article 2 du projet de la commission des troupes.

(Paris, 7 mars.) — Le gouvernement français a payé à l'Allemagne jusqu'à aujourd'hui trois milliards et demi sur l'indemnité de guerre.

ESPAGNE.

Madrid, 5 mars. — Le général Sickle a communiqué à Castelar les déclara-tions du Sénat des Etats-Unis sur l'établissement de la république espagnole. A une réunion de 236 députés radicaux qui représentent la majorité de l'Assemblée, la proposition de dissolution des cortes actuelles et de convocation des cortes constitutives a été condamnée à l'unanimité. Les républicains de les deux groupes se sont prononcés pour l'admission de l'Assemblée dans aux ministères, ils sont fermement décidés à donner leur démission si l'Assemblée refuse de se dissoudre. Par suite, la ville est profondément agitée ; des troupes ont été stationnées à divers endroits pour maintenir l'ordre.

Londres, 6 mars. — On mandate de Gibraltar que 200 carabiniers faisaient partie de la garnison de San Roque, dans l'andalousie, à 7 milles au nord-ouest de Gibraltar, ont essayé de provoquer un mouvement en faveur de don Carlos, mais que cette tentative a été aussitôt réprimée.

Madrid, 8 mars. — On dit qu'un directoire, sous la présidence de Monroy, a été établi à Figueras, dans le royaume d'Aragon, à Getafe, via deux instituts. Le gouvernement sera entièrement républicain. Les provinces où il n'y a plus de carabiniers sont tranquilles. Hier les forces du gouvernement ont dispersé une bande d'insurgés qui cherchait à rejoindre les carlistes. Le chef de la bande et quinze de ses hommes ont été tués ; il y a eu une centaine de prisonniers.

Madrid, 9 mars. — Le débat sur la loi pour la dissolution de l'Assemblée et la convocation des cortes constitutives s'est ouvert hier. Le président de l'Assemblée a quitté le fauteuil pour prononcer son discours parquetique dans lequel il a dit qu'il ne combattrait pas sa dissolution ; Figueras a exigé que les libéraux à se montrer conciliants et à faire leur devoir pour l'admission de l'Assemblée. L'Assemblée a voté la prière en considération de la majorité de 186 voix contre 19. Le résultat a été accueilli aux cris de : Vive la République ! vive la famille qui a apporté la révolution !... La paix générale et la capitale est tranquille. Les rapports des officiers de l'état-major de l'armée du nord représentent que les carlistes ne peuvent pas mettre en ligne plus de douze mille hommes, la plupart d'entre eux inénergiques, et que leur tactique se borne à opérer en petites armées, afin de diviser les forces nationales. Ils ne manquent pas d'argent, mais les paysans communiquent à laissé l'insurrection. La république fédérale s'est proclamée et instauré à Barcelone. En apprenant ces nouvelles, Madrid a été immédiatement parti pour Barcelone. L'événement a été si grand qu'en une grande agitation, mais à présent la ville est tranquille.

Madrid, 10 mars. — L'agitation en faveur de la république fédérale se propage avec rapidité tout l'Espagne. L'exemple de Barcelone paraît devoir être suivi par beaucoup d'autres villes. Marquale, ministre de l'intérieur, preside le conseil des ministres en l'absence de Figueras. Les fédéralistes organisent un comité central révolutionnaire à Madrid. Ils ont essayé, mais sans succès, de gagner à leur cause les troupes du gouvernement. Les députés radicaux de l'andalousie ont convoqué une réunion de tous les députés de cette province pour discuter la proposition d'y établir une administration séparée, avec la liberté du commerce.

Madrid, 11 mars. — Figueras a été attaqué par les troupes hier en route pour Barcelone. Il a été arrêté ou est en train pour recouvrir les démonstrations de sympathie de la population. Une réaction favorable aux libéraux du pays commence à se faire sentir dans les provinces. Les volontaires de Malaga demandent à servir sans rétribution. Les troupes de Barcelone se joignent aux volontaires.

ITALIE.

Rome, 8 mars. — Le pape, en répondant à une adresse qui lui a été présentée aujourd'hui, a donné sa reconnaissance avec le gouvernement italien, c'est impossible. Il a dit que Dieu châtierait les envahisseurs de ses domaines, car les catholiques résistent inébranlables dans leur foi et avaient confiance dans le triomphe final de l'Eglise.

Turin, 9 mars. — L'ex-roi d'Espagne est arrivé hier ; il a été reçu par le peuple avec un enthousiasme extraordinaire.

Rome, 11 mars. — Hier, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Mazzini, une députation de dévouement voulut se rendre à son tombeau, mais la police intervint et pendant un moment ou crut qu'un émeute allait éclater. Les troupes, appelées à temps, empêchèrent toute manifestation hostile. — Le roi a donné à l'ex-roi Amédée le titre de lieutenant général de l'armée italienne.

ALLEMAGNE.

Berlin, 8 mars. — Aujourd'hui dans l'Allemagne entière, les mairies impriment ont congédié ceux de leurs ouvriers qui appartiennent à l'Union typographique.

Berlin, 10 mars. — Bismarck a prononcé aujourd'hui à la Diète un discours éloquent en faveur du projet de loi qui limite le pouvoir du clergé catholique. Plusieurs des principaux journaux allemands critiquent ce matin cette partie de l'adresse du président Grant dans laquelle il parle du progrès des idées républicaines parmi les peuples civilisés. Ils voient la une insulte aux Etats monarchiques.

RUSSE.

Saint-Pétersbourg, 6 mars. — Un nouveau projet pour la réorganisation de l'armée et de la marine a été soumis au czar. Pour l'armée le service serait obligatoire. Le temps de service serait de six ans dans l'armée active et de neuf dans la réserve. Pour la marine, les engagements seraient de six mois, sept ans de service actif et trois ans dans la réserve.

ANGLETERRE.

Londres, 7 mars. — En vertu d'ordres émanés du gouvernement, la police a empêché la remise d'une pièce dans laquelle les membres du parti travailliste étaient tournés en ridicule. Cette intervention de l'autorité en pareille matière est vivement condamnée.

Londres, 8 mars. — Carl Egerton Leigh, conservateur, est élu au parlement dans le comté de Middlesexshire.

Londres, 11 mars. — La chambre des communes a rejeté après un débat animé le bill de Gladstone. Les votes ont été comme suit : pour le bill, 281 ; contre, 287. La nouvelle du rejet du bill a causé une grande émotion.

NOUVELLES ET FAITS DIVERS.

Dernièrement a été ouverte la première école municipale d'apprentis fondée à Paris. Celle créée, qui remplit une lacune dans l'instruction des enfants d'ouvriers, fournit le milieu entre l'école primaire et l'école professionnelle ; son but est de former, pendant un apprenement de trois années, des ouvriers instruits et habiles dans l'ensemble du travail de leur état. Les enfants de treize à seize ans qui entrent dans cette école y recevront une instruction primaire absolument gratuite. Cette nouvelle école est installée boulevard de la Ville, 66, dans un vaste local vendu récemment à la ville de Paris par M. Richard, conseiller municipal. Au rez-de-chaussée et au premier étage sont installées plusieurs classes pouvant contenir 300 élèves ; au deuxième étage sont les réfectoires, car les enfants qui arrivent à sept heures du matin ne quittent l'école qu'à sept heures du soir. Dans un autre corps de bâtiment, on a installé les ateliers sur une longueur de plus de 40 mètres ; au rez-de-chaussée sont les forges, les écuries, les écuries, tout ce qu'il faut pour travailler le fer ; au premier, les étables, les scieries, tout ce qui est nécessaire au travail du bois. Deux contre-maîtres dirigent ces ateliers. Un grand jardin, situé entre les deux bâtiments, contient un gymnase et servira de lieu de récréation. Un très grand nombre d'élèves complètent déjà les bancs de cette école ; il est certain que devant ce succès la ville de Paris n'en restera pas là et fondera d'autres écoles d'apprentis dans tous les quartiers populaires.

La carte française a été autorisée à fabriquer et à mettre en vente des cartes postales destinées à circuler à découvert. Ces cartes, fabriquées et vendues par l'administration des postes aux gammes de ses bureaux, sont de deux types : le "Premier type" et le "Second type". Ces cartes sont faites pour les puissances distribuées dans l'intérieur de Paris, c'est-à-dire de Paris pour Paris, et dans la circonscription d'un même bureau. *Postes et Télégraphes. Paris, 22 avril.* Ces cartes sont spéciales pour les correspondances annuelles à circuler de bureau à bureau, pour la France, la Corse et l'Algérie. — Les cartes-poste, dont le montepole de fabrication appartient à l'administration, doivent contenir au recto le nom et l'adresse exacte du destinataire, comme pour les lettres ordinaires. Le verso est réservé à la correspondance qui, en raison de son caractère confidentiel, ne doit contenir rien de contraire à la morale publique et aux bonnes mœurs. En dehors de la création des cartes-postes, la Chambre a décidé que je devrai sur les mandats de poste (envois d'argents) sera réduit à 1 p. cent au bénéfice de la guerre.

Le gouvernement vient de faire une commande de 1,200 maisons en bois destinées aux colonies pénitentiaires de la Nouvelle-Calédonie. Ces maisons se montent et se démontent avec la plus grande facilité. Elles sont destinées à être utilisées pour l'habitation du colon. L'autre sera servant de dépôt. Chacune de ces constructions revient en moyenne à l'Etat à 200 fr. Un premier essai, tenté à Nouméa, a pleinement réussi : 1,300 baraquements de ce genre y ont déjà été installés. Ces maisons de bois sont doublées en habitation aux transports, avec la promesse de les leur laisser dans quelques années, s'ils ne méritent pas leur bonne conduite et leur travail.

Une société vient de se former pour transporter gratuitement des émigrés dans la Nouvelle-Calédonie. Aucune espèce de versement ne leur est demandée. A leur arrivée, on leur offre trois hectares de terre et des rations pour plusieurs mois. Les avances ainsi faites seront remboursées en journées de travail.

Il n'est peut-être pas d'armes en Europe où les officiers parlent autant la langue que dans l'armée autrichienne. Ainsi le dernier annuaire de statistiques militaire prouve qu'il y a aucun officier autrichien qui ne sait que la langue allemande. Le même recueil établit que 2,618 officiers parlent le hongrois, 3,361 le polonais, 3,991 le bohème, 679 le roumain, 2,064 les idiomes croate, serbe et slovène, et 1,167 la langue roumaine. On a trouvé encore 4,881 officiers qui parlent italien, 3,058 qui savent le français, 451 possèdent l'anglais, et 481 s'expriment couramment en langue russe et en langue turque.

Le lord-maire de Londres a réuni toute sa famille dans un dîner, le jour de Noël, au Mansion-House. L'invitation comprenait 210 personnes ; 166 se sont présentées. Les invités du lord-maire étaient : son père, âgé de 88 ans, avec 13 de ses fils et de ses filles, 49 petits-enfants, 47 arrière-petits-enfants. Les autres étaient présents les 4 fils et les 4 filles du lord-maire, ses 4 frères et ses six sœurs, 17 neveux, 29 nièces, 29 cousins et un petit-fils. La famille de lady-mistresse assistait à ce dîner. Elle comprend sa belle-mère, 4 frères, 13 sœurs, 12 neveux, 12 nièces et 44 cousins. Voilà certes un dîner de famille comme on n'en a pas vu depuis les patriarches.

Voici une nouvelle assez étrange et qui nous donne sous toutes réserves, dit le journal *Le Courier* : La Compagnie d'un des chemins de fer du Connecticut emploie depuis quelque temps pour des wagons des roses en papier. Très-solides, très-claustres, elles résistent longtemps et n'osent par les rails comme les autres. Leur fabrication s'opère au moyen de machines de compression d'une force de 350 tonnes. Ces roses, entre parenthèses, sont déjà usées au Japon pour les charrois ordinaires depuis un temps immémorial.

— Nous extraisons d'une correspondance du *New-York Tribune* d'intéressants détails sur la reconstruction de Chicago : Le mile carré sur lequel s'élevait la partie commercante de la ville de Chicago et qui, le 9 octobre 1871, n'était plus qu'une masse de débris brûlants, est

plusieurs personnes étaient reconstruites. Si l'on considère que sur les routes moins fréquentées, il n'y a pas de voitures, de voitures de poste ou de diligences, on peut appeler ces ouvrages qui ont été détruits en reconstruction. Mais le froid, que l'on connaît assez bien, comme un obstacle insurmontable pour faire les bâtiments de briques et de pierres, n'a été un motif de travail que pour le "capital" dans cette circonstance. On fait le mortier avec de l'eau chaude et on a employé du plâtre dans une sorte d'argile malifiée par des poêles. On a placé les tuiles au milieu des ouragans et des tempêtes. Il tombait des flots de neige; les vents soufflaient de la prairie et du lac; mais les marteaux continuaient leur œuvre au sommet des maisons; on posait les tuiles et les ardoises en dépit des orages, de la grêle et des nuits glaciales. L'hiver a été singulièrement rude et long; et le printemps qui est toujours variable a été également dur. C'est à ce résultat qu'il est possible. Cet hiver a néanmoins été suivi d'un été intolérable. Si le mercure a tombé à 160 degrés au-dessous de zéro en janvier, il a atteint à 160 degrés Fahrenheit en juillet, donnant les deux extrêmes de température qu'on a supporté les habitants de cette partie du continent bordée par les montagnes Rocheuses, l'Atlantique, les lacs et les Etats du Sud. Les Etats du Pacifique et du golfe du Mexique ont un climat plus tempéré et plus uniforme. Des 1.000 bâtiments consacrés aux affaires qui ont été détruits en octobre dernier, 700 sont rebâties et occupées, ou près de l'état: ils ont coûté environ 40 millions de dollars. Ils sont tous construits en fer, en pierres et en briques. En outre, il en a été fait environ 300 en bois. Environ 1.000 autres sont en cours de construction, soit déjà élevés depuis l'incendie, et ceux qui n'ont pas été construits un bâtiment de pierre ou de fer chaque usine qui a été détruite depuis le 1^{er} janvier, sont pendant deux ou trois jours de travail de huit heures. Ces bâtiments ont environ vingt-cinq pieds de hauteur et sont élevés de quatre à six étages. Les nouveaux édifices destinés aux cultes religieux, au commerce, à l'industrie, sont beaucoup plus vastes et plus beaux que ceux qu'ils remplacent, et présentent toutes les apparences de la solidité et de la durée.

Le *Bulletin du cowéé d'Amiens* recommande la recette suivante comme l'insecticide par exemple: Prenez 4 kilogrammes de chaux vive; 50 grammes de feuille de soufre et 8 litres d'eau. Ensuite la chaux, et dès qu'elle se fendille et se trouve au plus haut degré de chaleur, réjouissez à la surface le soufre et arrosez peu à peu en remuant. On obtient ainsi un hydrate de chaux et de soufre qui pesent 8 kilogrammes environ et peuvent résister au feu. Les insectes, qui sont attirés par la chaleur, sont tués par les murs et les cloisons en claquant tout vermine et préviennent leur immigration. Par ses éléments de composition, comme de tout le monde, on voit que cet édifice n'a rien de toxique ni de dangereux.

La rapidité de la croissance du banchet et en voici une extrêmement réussie: "On a planté un banchet de 100 mètres de long avec 1000 plants de sauge indigène du Massachusetts. Ces meuniers ont mis une grande brochette de cinq rouages de long dans ma barbotine, plein de petits cailloux d'un pouce. Les deux rouetts ont été dévoulus pendant vingt-huit le premier jour, cent vingt-deux le second, et cent cinquante le troisième. Et en quarante-huit heures, ils avaient augmenté d'un pouce !"

(*Congrès de S. F.*)

PHYSIOLOGIE DE L'INSTITUTEUR PRIMAIRE

Si l'on ne devait choisir un métier que lorsqu'on le connaît, ce serait comme si l'on ne devait se marier qu'après avoir connu son conjoint! Il arriverait plus d'une fois qu'on épouserait pas la personne qu'on a connue et qu'on ne prendrait pas le métier qu'on aimait.

C'est ordinairement à l'âge de quarante ou cinquante ans que la vaccination se dessine. On est villageois; on a vu la plupart des champs; on a essayé en clairage du soleil; on trouve difficile de supporter du matin ou le soir le poids du jour; on a vu le maître d'école commencer sa journée à neuf heures du matin et la finir à quatre heures du soir, point exposé au vent où la pluie, maîtrise absolue dans sa classe, connaît un autorité dans son empire, en ne jugeant que sur les apparences; on trouve rédhibitoire d'être logé dans une des belles maisons du bourg; c'en est fait, on compte un maître d'école de plus.

Il arrive que quelqu'un treize-dix s'il pouvait lui faire obtenir le brevet de mestre, ou, au moins, le faire entrer à l'École normale primaire. Et mestre et élève se mettent à l'œuvre. Celui-ci était force pages de casse, du ronde, de bûlage. Il est indispensable d'être bien calligraphie. On lui fait faire dictées sur dictées. Il faut qu'il sacre le doigt la définition des dix parties du discours, qu'il puisse analyser grammaticalement une phrase sans broncher; car s'il lui arrivait de prendre un adverb pour un adjectif, ce serait un cas pendable. Il faut qu'il sacre le catéchisme et l'histoire sainte aussi bien qu'en cœur; qu'il sacre additionne, soustraction, multiplication, division comme un comptable; la géographie et l'histoire de France; mesurer un champ, cacher un tas de pierres, et faire une fine finale.

Avant ce petit bâlage, on peut se présenter devant une commission d'examen.

Quelques instituteurs se donnent le luxe des matières facultatives. Savoir jouer du violon, ou du cor, ou à piston, ou chanter au latin, cela vous pose un jeune homme dans une bourgade.

De littérature, il n'est guère question. Buffon a pourtant dit : Le style, c'est l'homme. Mais tout ce qu'Buffon a dit n'a pas mot d'évangile.

A dix-huit ans, on peut subir un examen. Ordinairement, il y a des examens de plus de vingt ans.

Pendant trois ou quatre ans, on a sérieusement travaillé les matières énumérées plus haut. On arrive donc devant la commission armée de pied en cap. Le nombre des aspirants est souvent assez considérable. Mais la commission est sévère, et elle fait bien. Elle sait bien que les candidats sont gens perséverants. Quand ils ne sont pas reçus d'abord, ils reviennent de session en session jusqu'à la veille du tirage au sort. Obtenir le brevet de capacité, ce n'est pas rien. On gagne pas tous les jours deux mille ou quelques cent francs; car, lorsqu'on est instituteur, on est exempt du service militaire, à la condition toutefois d's'engager à servir dix ans dans l'enseignement public. Mais s'il y a résiliction payée quelque chose à cette exemption? Quelquefois, lorsque on est placé à la

fin d'une bonne école, il y en a qui rapportent jusqu'à trois mille francs; mais ce n'est pas le nombre. La grande majorité des instituteurs sont obligés de se contenter du minimum du traitement; c'est-à-dire de six cents francs.

Un décret de 1853 permet d'élever à 700 fr. le traitement des instituteurs les plus méritants après cinq années d'exercice, et à 800 fr. après dix années; mais le nombre des instituteurs devait être égal au dixième seulement des instituteurs de la circonscription académique. Un autre décret de 1862 a rendu obligatoire, pour les instituteurs ayant cinq ans d'exercice, le traitement minimum à 800 fr. de l'ordinaire des instituteurs après dix années d'exercice, et à 900 fr. après quinze ans. En 1863, il y avait en France 45 120 instituteurs dont le traitement était au-dessous de 700 fr., et 2 200 mestres supérieurs dont le traitement était inférieur à 600 fr.

Sepois cent francs pour un ecclésiastique qui vit à la campagne, qui peut porter des sabots, un paletot et un pantalon rapiécés sous sa blouse; ce n'est pas trop; cela fait comme 1 fr. 91 c. par jour; mais quand l'instituteur est marié et père de famille, c'est insuffisant.

En Angleterre, la moyenne du revenu d'un instituteur diplômé est de 2.500 fr., soit 6 fr. 84 par jour.

Mais voilà où on tombe! Il est misérable d'être marié; et pour l'heure, il n'atteint pas toujours le moment où l'on aura une école de deux ou trois mille francs. Du reste, ces communautés sont rares; on désespère d'en trouver une; et l'on se marie. Mais quand on n'a que six ou sept cents francs d'appétitances on trouve difficilement à épouser une jeune personne ayant quelque fortune. On s'associe comme on peut. On épouse une bonne fille; cela se comprend. On est un mariage modeste. On est laborieux, sage, économique. Mais tout cela n'empêche pas les enfants de venir; et, souvent, on est pauvre, plus il y en vient. Et la misère va devenir aveugle. Il faudrait que le traitement soit suffisant pour faire vivre toute la famille.

A neuf heures, on sonne la cloche. Les élèves rentrent au pas; on fait la prière. L'instituteur prend son air grave. C'est que la cloche sonne. Tous les enfants doivent apprendre. Ce n'est qu'à cette condition que le maître sera estimé. Les parents se pardonnent-ils pas à l'instituteur si les enfants ne font pas des progrès sensibles. Dans ce cas-là, ce ne sont pas les enfants, c'est le maître qui a tort; et si ces mauvais élèves appartiennent à quelques membres du conseil municipal ou au maire, l'instituteur ne sera pas bon à porter aux chânes. On lui fera essuyer mille avances; les reproches pleuvent sur lui dans comme grêle; on lui reproche la vie privée, la portabilité. Il s'ennuie; et, par envie de la paix, il demandera un changement. Quelques-uns se marieront sans penser qu'il le demande. Et on lui donnera à réparer ses peines, nos élèves qu'il aimait, qui sont venus dans la plupart étaient nos amis.

C'est pas tout; avec 600 ou 700 francs d'appétitances, il a full empêtré pour se mettre dans ses meubles: on n'a pas toujours pas payé, comptant ses fournisseurs; on a des dettes. On doit assouvir, au boutier, au bouchier, à l'épicier. Et ces créanciers sont souvent intraitables. Quelques-uns se montrent parfois durs et grossiers.

Une pauvre dame débute sa profession; quant on va loin. Le volontier veut se faire payer cher; et quand l'argent manque, la chose n'est pas facile. Demander du crédit, c'est le moyen de rendre votre homme plus exigeant.

Si le débiteur est tombé en état, le maître est moins grand; mais, le caractère qui arrive, la femme et les enfants, assis sur le rebord de la charrette, entre un boîte de lit et une paillasse, passent la nuit ou deux nuits à la belle école. Rien n'arrêtera nos voyageurs, où je veux, ni le plaisir, ni le froid, ni la neige: plus tôt on sera rendu, moins vite dans la plupart étaient nos amis.

Si l'on doit demander une indemnité à l'instituteur qui démissionne, surtout quand il n'a pas d'avancement, cela lui fera supporter avec plus de patience les inconvenients du voyage. Enfin on arrivera, nouilles, gelés, tressant, crachant, et quelques membres de la famille auront migraine et fièvre.

Le voilà installé dans son nouveau poste. Maintenant il lui faut faire connaissance avec les autorités locales: visiter au maire, à l'adjoint, au curé, aux membres du conseil municipal. Tout dépend du patron: plus tenu ces gens, il faut du lart: écouter, parler peu, poser ses mots, avoir du bon sens, être simple en ses manières. Que de susceptibilités à不慎意er! Malheureusement beaucoup de maîtres d'école sont perdants; perdants dans leur classe, c'est supposable, mais perdants dans la rue, perdants à l'église, perdants avec tout le monde, c'est ridicule. Quelques-uns à ce travers d'espri il en ajoutent un autre: celui de dénigrer le précédent. Cet instituteur ne savait pas enseigner, sa classe, était tombée, etc. Cette manière d'agir ne vainc rien, car.

Le mal qu'on dit contre se produit que du mal.

On s'est vécu dans ce malheur des mestres, surtout quand l'école est nombreux. Voix doute: un seul maître passe au 80 élèves, divisés en plusieurs classes, auxquels il faut enseigner la lecture, l'écriture, l'histoire sainte, le chant, l'orthographe, le calcul, l'histoire de France, la géographie et le système météorologique! Il faut faire faire faire tout ce qu'il y a de plus. Mais on vient, on grise qu'à cela, hors de l'école, on est plus rien. Mais pour venir, on a besoin, on a force, la santé s'en vont, et l'avenir arrive. Quel avenir?... La retraite. Mais pour avoir sa retraite, il faut trente ans, au moins d'exercice, et, surtout, soixante ans d'âge.

La plupart ne vont pas jusque-là. On meurt, ou l'on est vieux avant soixante ans.

L'administration fait tout ce qu'elle peut pour venir en aide à ces vétérans de l'enseignement. Mais le cercle des ses libérateurs est bien étroit. D'ailleurs il y a quelque chose à faire, beaucoup à faire pour les instituteurs, à la fois si utiles et si peu payés (1).

Louis Naouze.

(1) Une loi récente de l'Assemblée nationale vient en effet de faire quelques choses pour améliorer la condition des instituteurs et institutrices de France. (V. le Messager du 11 avril courant.)

